

**DU 2 AU 31 JANVIER**  
**GRANDE VENTE DE**  
**BLANC**  
chez  
**ARROUET**  
le spécialiste du vêtement de travail  
1, ALLEE DUGUAY-TROUIN - NANTES  
Téléphone : 47.40.16  
*De la qualité, des prix*

Hebdomadaire départemental du Parti Communiste Français - N° 156 - 1<sup>er</sup> janvier 1981 - Prix : 1 F

## VOEUX de COMBAT et de CHANGEMENT

En ce début 81, « Les Nouvelles de Loire-Atlantique » présentent aux abonnés, lecteurs et amis, ses meilleurs vœux.

Vœux de bonheur, de santé, de paix et de mieux vivre. Mais présenter ses vœux, c'est aussi souhaiter qu'ils deviennent réalité. C'est pour qu'il en soit ainsi que notre journal informe, agit pour que justement les propositions des communistes permettent à ces vœux de se concrétiser.

La rétrospective que nous publions ci-dessous montre bien qu'au cours de l'année passée, nous avons porté des coups à l'adversaire de classe, les travailleurs ont arraché des revendications, le consensus social tant espéré n'a pas été obtenu.

Notre journal s'honore d'avoir été de tout temps, sur tous les fronts avec les travailleurs de Loire-Atlantique, pour la défense des revendications, des libertés, de l'indépendance et de la paix.

Sans aucun doute, nous avons participé à faire grandir dans la clarté, les luttes, les multiples luttes qui se sont développées dans notre département tout en amenant à l'échec ceux qui voulaient, de la droite au P.S., nous affaiblir. Pourtant, pouvoir et patronat ont accéléré la casse et, même en période de fêtes, ils n'ont pas fait de cadeau, mais il y a loin de la coupe aux lèvres, du rêve à la réalité, leur préton et leur volonté d'aller plus loin furent freinés par les luttes.

Par exemple, les travailleurs de la métallurgie, de la construction navale, de l'aéronautique, du bâtiment, etc... ne se sont pas laissés entraîner dans l'abîme du consensus, ils n'ont pas accepté la fatalité de la crise, l'austérité ou l'abandon des luttes pronés par les dirigeants socialistes, qu'ils soient à la F.N.M. ou à la C.F.D.T.

Une foule d'exemples prouve la vertu du combat : nous rappelons ici les embauches à la S.N.I.A., les commandes dans la navale, les constructions du C.H.U. Nord, des tranches 4 et 5 de Cordemais, la modernisation de la raffinerie de Donces, les succès enregistrés aux Batignolles, chez Brissoumeau et Lotz et dans de nombreuses autres entreprises.

Oui, la lutte paie, et si les travailleurs avaient baissé les bras comme les invitaient à le faire la droite et le P.S., ils n'auraient plus aujourd'hui que leurs vœux pour pleurer.

Nous pensons notamment avec quelle indignation ces femmes et ces hommes qui luttèrent pour sauvegarder dans bien des cas leur emploi et pour tenter de préserver du même coin l'économie régionale, ont arborés par la bouche de F. Mitterrand, leur combat était « d'arrière garde ».

Ce bref rappel d'un passé récent est éloquent. Nul doute que les travailleurs puissent des raisons nouvelles de lutter et de reconnaître le P.C.F. pour leur parti. C'est cela que M. Bouyer, patron des patrons de Loire-Atlantique, craint par dessus tout : c'est cela la vraie, la seule clé du changement.

Par conséquent, notre journal ne ménagera sa sa peine, ni ses efforts pour qu'il en soit ainsi : l'avenir, l'espoir sont du côté des communistes et de leur candidat, Georges Marchais.

Cholet nous a donné beaucoup d'espoir, alors bonne année de lutte, bonne année de changement avec le vote communiste aux présidentielles.

« Les Nouvelles de Loire-Atlantique ».

# 1980 : AU FIL DES JOURS...

## la lutte, l'action des communistes, le rôle de la presse démocratique dans le combat...

# POUR VIVRE MEUX ET CHANGER LA VIE!

### JANVIER

En janvier, la lutte des SNIAS se poursuivait. Les femmes de licenciés lançaient un appel à la solidarité, le Conseil municipal de Trignac intervenait auprès des ministères de tutelle, plusieurs manifestations se déroulaient, la direction en difficulté multipliait manœuvres et sanctions et finalement faisait pénétrer au petit matin les C.R.S. dans l'usine pour empêcher l'opération « portes ouvertes ».

● **Aux Chantiers de l'Atlantique**, de nouvelles menaces s'affirmaient sur la mécanique, sur le diesel : la bataille s'intensifiait pour que les neuf navires dont avaient bénéficié la C.G.M. et la société Delmas soient fabriqués en France.

● **Contre les augmentations des loyers H.L.M.**, à Nantes et à St-Nazaire, les communistes engagèrent l'action. A Nantes, alors qu'après avoir augmenté les charges de 40 %, les élus socialistes prétendaient augmenter les loyers de 21 %, la lutte des locataires avec les communistes les contraignait à ramener l'augmentation à 10 %.

● **Dans une importante déclaration**, les cinq fédérations

communistes des Pays de Loire analysaient la situation économique de la région et formulèrent des propositions précises pour contraindre le pouvoir à prendre des mesures pour développer l'énergie en Pays de Loire. Au même moment, celui-ci accumulait les prétextes pour retarder le lancement de tranches 4 et 5 de Cordemais.

● **A Trignac**, devant l'action engagée par les parents d'élèves et les enseignants et les fermes décisions du maire, notre camarade Jean-Louis Le Corre, le pouvoir cédait et enfin, les travaux commençaient pour remettre en état le C.E.S.

● **Au Conseil général**, un vote positif mais non dénué d'ambiguïté décidait l'engagement du département dans la réalisation « d'un ouvrage permettant de franchir la Loire à Cheviré ». Le conseiller général Mesnier profita à l'encontre des élus communistes des propos fascistes. Ceux-ci voyaient aussi leur proposition d'un versement de 500 F aux chômeurs sans ressources rejetée.

● **A la cité scolaire de St-Nazaire**, l'absence de chauffage rendant impossible certains enseignements, l'action s'engageait.

### FEVRIER

● **Nombreuses actions en février** pour l'emploi (Huard), les salaires (Semitan) et l'on notait dans les entreprises plusieurs succès, à Montalev notamment.

● **4 portes conteneurs** commandés aux chantiers de l'Atlantique : la lutte paie. Qui a dit que la navale, c'était fini !

● **A la SNIAS**, l'attitude provocatrice de la direction entraîne une puissante riposte.

● **A St-Joachim**, le refus du P.S. d'inscrire dans le programme régional C.F.D.T., le Collectif régional des Pays de Loire du P.C.F. en gagne 6 %. Poste de condamnation populaire d'une attitude (qui n'était pas différente de celle adoptée par F. Mitterrand et G. Delefer dans leurs villes) sera pratiquement passée sous silence dans la presse locale.

● **Aux A.F.O.**, les syndicats s'inquiètent de l'envasement du quai de réparation navale.

● **A Basse-Indre**, Claude Popereau et Jean-Charles Dubard animent un intéressant débat sur l'énergie.

● **Cordemais**. Enfin ! Les travaux commencent ! Pour y parvenir, il aura fallu bien des efforts pour mettre en échec toutes les tentatives de remises en cause de la construction des tranches 4 et 5. Reste que toutes dispositions doivent être prises pour les conditions d'accueil nécessaires et le recours à une main-d'œuvre locale.

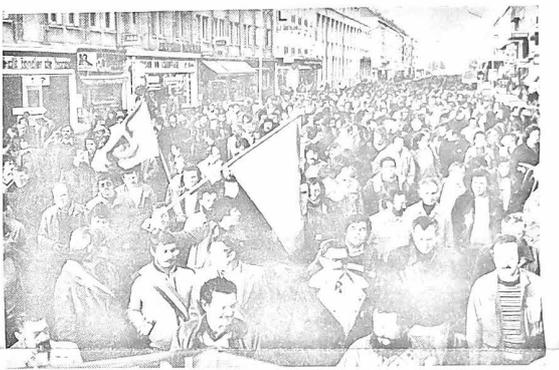
● **Solidarité avec le Cambodge** : le P.C.F. appelle à tout faire pour aider ce peuple terriblement éprouvé.

● **Pierre Juquin**, lors d'un important meeting à Saint-Nazaire, réaffirme le soutien du P.C.F. aux luttes qui se développent, à celle des SNIAS notamment, il dénonce fermement les manœuvres patronales pour imposer dans cette entreprise le « consensus », les atteintes au droit de grève et insiste sur la nécessité de lutter pour développer l'aéronautique française.

● **Au moment même où à St-Nazaire**, les travailleurs de la SNIAS devaient faire face aux plus graves atteintes aux libertés qu'il ait été donné de voir depuis longtemps, le député socialiste Claude Evvin participait, au nom de la défense des droits de l'homme, à une provocation montée contre le peuple cambodgien. Cette « marche » solennellement mise en scène par une organisation liée à la C.I.A. s'est déroulée en plein « consensus » : députés socialistes, giscardiens, R.P.R., pour porter des coups au peuple martyr. A son retour, Claude Evvin évoque « des témoignages qui font penser que le Cambodge ne se fait pas correctement ». Une telle démarche, souligne notre journal, s'inscrit à l'évidence dans le prolongement des visées et attitudes coloniales d'années, ont imprimé le démarque du Parti socialiste.

● **Après les étudiants d'Angers**, qui pendant deux semaines, ont mené un puissant mouvement, les étudiants nantais se dressent pour faire échec aux décrets répressifs du gouvernement. Militants et élus communistes affirment sans ambiguïté leur soutien à cette juste bataille.

● **Mort d'un « prof »**, Huguette Charlot, maîtresse-auxiliaire, attendait sa titularisation depuis dix ans. Elle est décédée dans deux établissements distants de 40 km et ne



● **L'anticommunisme** est un germe de division introduit dans la classe ouvrière par ses ennemis », rappelle, dans un courrier adressé à l'Union régionale C.F.D.T., le Collectif régional des Pays de Loire du P.C.F. qui vient d'être mis en place.

● **A St-Nazaire**, les administrateurs communistes de l'office H.L.M. font des propositions pour éviter l'augmentation des loyers. Collectif n'étant pas reçu, les administrateurs communistes refusent de voter un budget qui accroîtrait les difficultés des familles sans régler en rien les problèmes de l'O.P. H.L.M.

● **A St-Sebastien**, les lycéens du L.E.P. engagent l'action pour de meilleures conditions de vie et de travail.

● **Tunnel à Cheviré**, spéculant sur l'impatience justifiée des populations, l'Etat tente de « refaire le coup » du pont de St-Nazaire et de faire supporter des charges intolérables aux contribuables nantais et du département. « Que l'on ne compte pas sur les communistes pour cela », déclare le Comité de ville de Nantes du P.C.F. « l'Etat doit financer 55 % de cette réalisation d'intérêt national ».

● **Ugeco**, Cassegrain, An Dubaut. De nouvelles menaces sur ces entreprises.

● **Un violent incendie** ravage l'entrepôt de la Biscuiterie L.U. à Nantes.

● **Transports en commun** sur la salette avec la poursuite de l'action des travailleurs de la SEMITAN. A ce sujet, notre camarade Jean-Pierre Cheviré propose une participation plus élevée du patronat aux dépenses de transport et demande la détaxation des carburants pour les transports en commun.

● **Familles en détresse**, Jean-Louis Le Corre intervient auprès du Premier Ministre et du Ministre du Travail. Il dénonce le fait que la réforme du chômage imposée par le pouvoir prive de toutes ressources plusieurs centaines de familles.

● **Au Conseil municipal de Nantes**, après trois années de tergiversation et de faux-fuyants, élus P.S. et M.R.G. reconnaissent enfin le bien-

(suite au verso)

## RÉSIDENCE DU PARC :

# UN PREMIER RÉSULTAT QUI MONTRE QUE LA LUTTE EST LA VOIE DU SUCCÈS

de dénoncer ce scandale qui atteint une centaine de coopératives dirigées par les mêmes sur tout le territoire national. Jusqu'ici, les appels à la justice, y compris au niveau du Président de la République, n'ont pu aboutir et pour cause, trop d'indices troubles montrent la collusion entre la famille Colne qui imagine et fabrique toutes ses sociétés à tirage multiples pour « faire du bruit », et les allées du pouvoir.

Les copropriétaires les plus déterminés à faire la lumière se sont même heurtés par deux fois à un refus de cons-

titution de partie civile pour avoir l'accès avec leur avocat au dossier.

Beaucoup d'indices montrent que cette partie du scandale sera moins aisée à mettre à jour que celle qui touche le problème technique des maillacons.

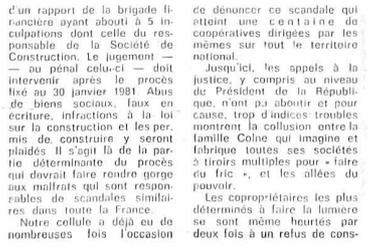
Nous l'avons déjà dénoncé en mettant à jour les copropriétaires contre les manœuvres de toutes origines qui tendraient à les endormir.

Le procès de « La Résidence du Parc » est bien plus qu'un simple épisode judiciaire opposant des maillacons à la construction à des propriétaires grugés.

C'est aussi le défilé qui fera par une sorte de réaction en chaîne s'engager d'autres procès partout où les mêmes ont sévi.

C'est en ce sens qu'il représente un enjeu essentiel, ce n'est pourquoi « on » tente de reculer l'échéance au maximum.

Il faut le rendre inévitable, pour que justice se fasse.



Mardi, le jugement civil pour les maillacons de la Résidence du Parc a été rendu. Il rend justice aux copropriétaires et condamne les responsables de maillacons du Golf, c'est donc le deuxième procès sur St-Herblain, gagné par les propriétaires. Il y en aura d'autres quand on sait ce qui est en jeu à l'aquaticum (où le procès doit se plaider le 9 janvier), des problèmes dans les pépinières collectives du Village Expo, qui tous font l'objet de contestations de dettes, ou ceux des « Corcaux » que la cellule Marcel Viaud du P.C.F. a déjà eu l'occasion de dénoncer.

La preuve est faite que par

